

NUCLÉAIRE ET VIOLENCES POLICIÈRES : MÊME COMBAT CONTRE L'ÉTAT AUTORITAIRE

Les violences policières ont été massivement utilisées contre le mouvement antinucléaire, comme contre beaucoup de mouvements et de révoltes, des Gilets Jaunes aux révoltes des banlieues en passant par le mouvement contre les retraites ; violences auxquelles s'ajoute aujourd'hui la criminalisation des écologistes qualifiés par le gouvernement de terroristes.

C'est bien par la force militaire que l'État a imposé la filière nucléaire à une époque où elle était massivement contestée.

Dès décembre 1981, nous avons affaire aux blindés à Chooz.

Des militants antinucléaires ont dû faire de la prison.

Rappelons les 2 morts : Vital Michalon en 1977 à la manifestation contre Malville ; Sébastien Briat écrasé en 2004 par un train de transport de déchets nucléaires.

Rappelons l'accusation d'associations de malfaiteurs contre 7 militants de Bure, où l'État espère encore enfouir ses déchets nucléaires les plus dangereux.

4 ans d'enquête, 1 million d'euros dépensés, de la prison préventive, des interdictions de territoire, des vies entières mises sous cloche pendant 3 ans, pour finir par 4 relaxes et 3 sursis en janvier 2023.

Encore un exemple de l'ampleur des moyens que l'État est prêt à mobiliser pour stopper un mouvement. Un exemple aussi des limites de son action : l'opposition à CIGEO est toujours aussi massive à Bure.

Mais l'autoritarisme de l'État est aussi inscrit dans la nature même de la production d'énergie nucléaire. Les centrales nucléaires sont des installations gigantesques extrêmement dangereuses et vulnérables.

Il ne peut y avoir de nucléaire sans mesures sécuritaires, contrôle des allées et venues, surveillance constante des installations et des alentours.

En cas d'incident ou d'accident, la radioactivité est invisible et inodore.

Les populations sont alors totalement dépendantes des mesures sanitaires de l'État en termes de contrôle de la radioactivité et en termes de déplacements.

En cas d'accident grave il est prévu de trier entre la population contaminée qui doit être confinée et la population à évacuer, de gré ou de force. On imagine le déploiement de moyens militaires et policiers que cela représente !

**CONTRE LA RELANCE ET LES POLLUTIONS DU NUCLÉAIRE
RÉUNION PUBLIQUE LE 22 OCTOBRE À 14 H AU CICP (GRANDE SALLE)
21 TER RUE VOLTAIRE 75011 PARIS
COORDINATION ANTI-NUCLÉAIRE ILE-DE-FRANCE**

« (...) Opposer nucléaire civil et nucléaire militaire en termes de production comme, en termes d'ailleurs de recherche, n'a pas de sens pour un pays comme le nôtre. La filière vit de ses complémentarités et elle doit d'ailleurs être pensée dans ses complémentarités. Et c'est aussi pour cela qu'il nous faut constamment penser sur le temps long, la capacité à préserver nos compétences techniques, technologiques et industrielles sur toute la filière pour pouvoir protéger nos capacités souveraines de production, en civil comme en militaire. (...) Sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire, sans nucléaire militaire, pas de nucléaire civil... »

Discours du président de la république au Creusot, le 8 décembre 2020

Eh oui, il arrive que Macron dise la vérité sans détours. La vérité dans sa logique industrielle en tout cas.

Alors, oui, il faut abolir les armes nucléaires car, loin d'assurer une « prétendue » dissuasion, elles font peser une lourde menace sur le monde, sans compter qu'elles ont déjà, avec les essais, sérieusement contribué à l'augmentation de la pollution radioactive de la planète. Mais tant que le programme de développement du nucléaire civil continuera à être la colonne vertébrale de l'industrie française, il y a peu de chances que le gouvernement prenne en compte tous les arguments qui militent en faveur de cette abolition.

Les centrales nucléaires « civiles » menacent elles aussi la vie sur la planète : en témoignent les terres devenues inhabitables de Tchernobyl et Fukushima. Le vieillissement des centrales nucléaires que le gouvernement nous impose en voulant jouer les prolongations ne fait donc que multiplier les risques, sans parler de la pollution radioactive quotidienne et de l'impact sur l'eau de leur nécessaire refroidissement.

Et que dire du risque que représentent les centrales en temps de guerre ? Celle de Zaporijia est devenue une bombe atomique en puissance... Et tant d'autres pourraient le devenir dans un monde où les tensions internationales ne font que grandir.

La seule position cohérente est donc d'exiger

L'ARRÊT RAPIDE ET DÉFINITIF DU NUCLÉAIRE MILITAIRE ET CIVIL



COORDINATION ANTI-NUCLÉAIRE ÎLE-DE-FRANCE
MEMBRE DE LA COORDINATION NATIONALE ANTI-NUCLÉAIRE
CONTRE LE NUCLÉAIRE ET SON MONDE
[HTTPS://COORDANTINUCLEAIRE.NOBLOGS.ORG/](https://COORDANTINUCLEAIRE.NOBLOGS.ORG/)